

CGT TERRITORIAUX DE LA SARTHE

Réforme territoriale : 13 régions : pour quoi faire ?

Déclaration prononcée par la CGT le 20 novembre lors de l'audition de la CGT au Sénat sur "le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République"

L'Assemblée nationale a voté, mercredi 19 novembre, en seconde lecture, l'article 1 du projet de loi relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, dont le vote final aura lieu le 25 novembre. Avec ce vote, après de longs débats, les députés découpent la France métropolitaine en 13 régions par fusion de régions.

Les nombreuses cartes des nouvelles régions proposées, votées, supprimées, revotées, les débats vifs entre élus sur les périmètres régionaux confirment, si besoin était, l'absence de projets de territoire, donnant du sens au quotidien des citoyens, permettant d'assurer un avenir individuel, donnant une identité collective ; l'absence de perspectives de développement équilibré.

Ce nouveau puzzle institutionnel va au contraire accroître la perte de repères, de sens, accroître les inégalités dans notre société qui se délite déjà fortement.

Ce découpage, centré sur les métropoles et pôles d'excellence, appuyé sur des raisons économiques et financières visant à placer la France et les régions dans la compétition européenne dans le cadre d'une politique d'austérité - politique de l'offre et réduction des dépenses publiques - n'apporte pas de solutions à la crise actuelle. Il ne répond pas aux besoins de la population. Il met les territoires en concurrence quand il faudrait plus de coopération. Il ne vise au final qu'à servir les intérêts des grandes entreprises et du capital.

L'impact concret de ce remodelage institutionnel - fusion des régions, affaiblissement ou/et disparition des départements, regroupement des intercommunalités, métropoles - couplé avec une nouvelle répartition des compétences des collectivités territoriales et la réforme de l'Etat, reste à mesurer pour les territoires et pour la vie quotidienne des citoyens. Contrairement à la politique gouvernementale, cela demande la mise en œuvre de nombreuses politiques publiques, le développement des services publics et une vraie politique de réindustrialisation de notre pays, pour un aménagement du territoire répondant aux besoins sociaux et économiques.

L'absence de tout débat public citoyen marque cette réforme, touchant pourtant la vie quotidienne des populations. Nous condamnons ce déni de démocratie.

La CGT confirme que cette réforme ne répond aucunement aux urgences de la situation de notre pays, qu'elle n'est acceptable ni sur la forme ni sur le fond.